



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

PWGSC/TPSGC Acquisitions Bid  
Receiving/Réception des Soumissions  
126 Prince William Street/  
126, rue Prince William  
Suite 14B  
Saint John  
New Brunswick  
E2L 2B6  
Bid Fax: (506) 636-4376

## INVITATION TO TENDER

## APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

### Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

Toutes questions doivent être soumise par écrit à l'agente de contrat, Janine Donovan: Courriel - janine.donovan@tpsgc.gc.ca ou no. de fax (506) 636-4376.

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

### Issuing Office - Bureau de distribution

Saint John, NB (STJ)  
126 Prince William Street/  
126, rue Prince William  
Suite 14B  
Saint John  
New Bruns  
E2L 2B6

<b>Title - Sujet</b> Janitorial Services-NB Armouries	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W6898-190296/A	<b>Date</b> 2019-01-11
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W6898-190296	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$STJ-002-4397
<b>File No. - N° de dossier</b> STJ-8-41072 (002)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2019-02-25</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Atlantic Standard Time AST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Donovan (STJ), Janine E.	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> stj002
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (506) 636-5347 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (506) 636-4376
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE RPOU 5 CDSB Gagetown 17000, B18, 238 Champlain Ave OROMOCTO New Brunswick E2V4J5 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **Services d'entretien Manèges militaires de Fredericton, de Woodstock, de Grand-Sault et d'Edmundston**

#### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GNÉRAUX**

- 1.1 Exigences relatives à la sécurité
- 1.2 Besoin
- 1.3 Compte rendu
- 1.4 Accords commerciaux

#### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Présentation des soumissions
- 2.3 Ancien fonctionnaire
- 2.4 Demandes de renseignements en période de soumission
- 2.5 Lois applicables

#### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

#### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- 4.1 Procédures d'évaluation et Méthode de Sélection
- 4.2 Méthode de sélection

#### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS**

- 5.1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

#### **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Besoin
- 6.3 Clauses et conditions uniformisées
- 6.4 Durée du contrat
- 6.5 Responsables
- 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 6.7 Paiement
- 6.8 Instructions relative à la facturation
- 6.9 Attestations
- 6.10 Lois applicables
- 6.11 Ordre de priorité des documents
- 6.12 Clauses du Guide des CCUA
- 6.13 Exigences en matière d'assurance

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W6898-190296/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## Liste des annexes

- Annexe A : Critères d'évaluation et méthode de sélection
- Annexe B : Base de paiement
- Annexe C : Devis
- Annexe D : Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- Annexe E : de la partie 3 de la demande de soumissions – Instruments de paiement électronique
- Annexe F : Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 6 – Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;

### **1.2 Besoin - soumission**

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin qu'on lui fournisse l'ensemble de la main-d'œuvre, de la supervision, des outils, de l'équipement, du matériel de nettoyage, des produits de nettoyage et des distributeurs de produits nécessaires à la prestation des services d'entretien consistant à effectuer le nettoyage quotidien aux manèges militaires de Fredericton, de Woodstock, de Grand-Sault et d'Edmundston. Le marché de services est requis pour la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 et est assorti de la possibilité de prolonger le contrat de deux (2) périodes additionnelles d'un (1) an.

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### **1.4 Accords commerciaux**

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2018/05/22) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

#### 2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

Référence de CCUA	Section	Date
C9000T	Prix	2010/08/16

### 2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent parvenir au bureau prévu à cette fin au plus tard à la date et à l'heure de clôture de l'appel d'offres.

Toute soumission reçue en retard est renvoyée à l'expéditeur sans avoir été ouverte.

- (a) Tous les renseignements requis doivent être compris dans la soumission et présentés dans la forme prescrite.
- (b) Il faut préciser le numéro d'appel d'offres / numéro de projet et la description des travaux proposés.
- (c) Il faut préciser la date et l'heure de clôture de l'appel d'offres.
- (d) La soumission doit être reçue avant l'heure de clôture de l'appel d'offres à l'endroit prévu à cette fin et au NUMÉRO DE TÉLÉCOPIEUR 506-636-4376.

#### NOTA : SOUMISSIONS TRANSMISES PAR TÉLÉCOPIEUR

Seule une erreur de la part du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux peut justifier le retard dans la transmission des soumissions par télécopieur. Aucune raison quelle qu'elle soit, comme les erreurs d'acheminement, le volume de trafic ou les perturbations météorologiques, ne peut justifier le retard dans la transmission des soumissions.

#### Réception des soumissions

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Suite 14B

126 rue Prince William

Saint John, (Nouveau-Brunswick)

E2L 2B6

## 2.3 Ancien fonctionnaire

### Ancien fonctionnaire – concurrentiels - soumission

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de

divulgaration proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur **au Nouveau-Brunswick** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6898-190296/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

#### **Section I : Soumission technique**

Aucune soumission technique n'est requise.

#### **Section II : Soumission financière**

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe sur la vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

#### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

#### **3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6898-190296/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### 5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### 5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### 5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6898-190296/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

### **5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

#### **5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail – lettre d'attestation**

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les sept jours suivant la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat de services. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

## PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 6.1 Exigences relatives à la sécurité

#### 6.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe « D »;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

### 6.2 Besoin

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément au devis qui se trouve à l'annexe « C ».

### 6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### 6.3.1 Conditions générales

**2010C** (2018/06/21), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6898-190296/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **6.4 Durée du contrat**

### **6.4.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être réalisés durant la période du 1 avril 2019 au 31 mars 2020.

### **6.4.2 Option de prolongation du contrat**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins trente (3) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## **6.5 Responsables**

### **6.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Janine Donovan  
Titre : Spécialiste en approvisionnement  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adresse : 126 rue Prince William, suite 14B  
Saint John, N.-B.  
E2L 2B9  
  
Téléphone : (506) 639-0215  
Télécopieur : (506) 636-4376  
Courriel : janine.donovan@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### **6.5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est : **Sera détaillé dans tout contrat résultant des présentes**

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

### 6.5.3 Représentant de l'entrepreneur (soumissionnaire veuillez compléter)

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

### 6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 6.7 Paiement

#### 6.7.1 Base de paiement

##### 6.7.1 Base de paiement

La base de paiement est prévue à l'annexe "B:" et à l'article 12, Période de paiement, du document 2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne).

##### 6.7.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

##### 6.7.3 Paiement mensuel

Clause du Guide des CCUA H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

##### 6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

## 6.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus à l'article 10, Présentation des factures, du document 2010C (2016-04-04), Conditions générales – services (complexité moyenne).

## 6.9 Attestations et renseignements supplémentaires

### 6.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

## 6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur **au Nouveau-Brunswick** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2018/06/21), Conditions générales - services (complexité moyenne);
- c) Annexe C, Devis;
- d) Annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- e) Annexe E, Base de Paiement;
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » **ou** « , modifiée le \_\_\_\_\_ »

## 6.12 Clauses du *Guide des CCUA*

### Référence de CCUA

A9062C

### Section

Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

### Date

2011/05/16

### 6.13 Assurance - exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

#### Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

- h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j) Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

**Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

**Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

---

## **ANNEXE «A» CRITÈRES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions.

### **1. Critères obligatoires**

1. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année. Proposition de prix et de tarifs fermes pour une (1) année et deux (2) années d'option conformément à l'appel d'offres.
2. Formulaire d'appel d'offres dûment rempli et signé, accompagné de toutes les annexes.
3. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'il a un compte en ordre auprès de la Commission provinciale des accidents du travail.
4. Dans les sept (7) jours et avant l'attribution du marché de service, le soumissionnaire doit produire une preuve d'assurance responsabilité de 2 000 000,00 \$.
5. L'entrepreneur doit être une entreprise de services de nettoyage et d'entretien commerciaux possédant au moins deux (2) ans d'expérience. La preuve doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les sept (7) jours suivant la demande de l'autorité contractante et avant l'attribution du contrat.

### **2. A0069T (2007/05/25) Méthode de sélection - Exigences obligatoires seulement**

Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W6898-190296/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwb020

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE « B »**

### **BASE DE PAIEMENT**

L'exigence suivante doit être respectée à la lettre, à défaut de quoi l'offre du soumissionnaire sera jugée irrecevable.

Le soumissionnaire doit fournir des prix/taux fermes pour la durée du contrat pour tous les articles énumérés ci-après. Le barème des prix unitaires sera considéré comme étant la proposition financière du soumissionnaire.

Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les frais généraux, les bénéfices et toute autre obligation financière.

Les prix indiqués dans le barème des prix unitaires comprennent toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables. Toutefois, ils ne tiennent pas compte de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS ou de TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W6898-190296/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

La quantité estimative indiquée dans la quatrième colonne pour chaque article est une estimation seulement pour un service rendu au fur et à mesure des besoins et ne suppose pas que toutes les quantités pour cet article seront utilisées ou que les quantités ne peuvent être dépassées.

**NOTA : LES SOUMISSIONS SERONT ÉVALUÉES EN FONCTION DU MONTANT TOTAL POUR LA PREMIÈRE PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT, PLUS LES ANNÉES D'OPTION. TOUTEFOIS, TOUTE ATTRIBUTION DE CONTRAT VISERA LA PÉRIODE ALLANT DU 1 AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.**

				A Terme 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020		B Année d'option 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021		C Année d'option 1 <sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2022	
Article	Classe de service	Unité de mesure	Quantité estimative						
				Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total	Prix unitaire	Total
1.	Tarif horaire pour les tâches de nettoyage générales quotidiennes pour les travaux prescrits au manège militaire de Fredericton	Heures	3 120						
2.	Tarif horaire pour les tâches de nettoyage générales quotidiennes pour les travaux prescrits au manège militaire de Woodstock	Heures	2 080						
3	Tarif horaire pour les tâches de nettoyage générales quotidiennes pour les travaux prescrits au manège militaire de Grand Sault.	Heures	2 080						

A			B		C
Terme			Année d'option		Année d'option
1 <sup>er</sup> avril 2019 au			1 <sup>er</sup> avril 2020 au		1 <sup>er</sup> avril 2021 au
31 mars 2020			31 mars 2021		31 mars 2022
Article	Classe de service	Unité de mesure	Quantité estimative	Prix unitaire	Prix unitaire Total
4.	Tarif horaire pour les tâches de nettoyage générales quotidiennes pour les travaux prescrits au manège militaire d'Edmundston.	Heures	2 080		
Total pour la durée initiale et les années d'option			A _____ \$	B _____ \$	C _____ \$
TOTAL GÉNÉRAL POUR LA DURÉE INITIALE ET LES ANNÉES D'OPTION (A+B+C)					
			_____ \$		

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W6898-190296/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE « C »**

### **DEVIS**



**DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE  
REAL PROPERTY OPERATIONS  
DETACHMENT (GAGETOWN)  
5 CDSB GAGETOWN**

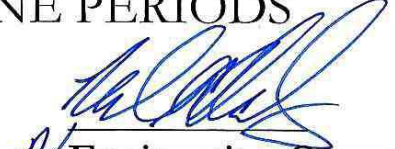
**SPECIFICATION**

**SERVICE CONTRACT  
JANITORIAL SERVICES  
FREDERICTON ARMOURY, FREDERICTON, NB  
WOODSTOCK ARMOURY, WOODSTOCK, NB  
GRAND FALLS ARMOURY, GRAND FALLS, NB  
EDMUNDSTON ARMOURY, EDMUNDSTON, NB  
01 APRIL 2019 TO 31 MARCH 2020  
WITH AN OPTION TO RENEW TWO-ONE PERIODS**

  
Designed by

  
Fire Inspector

  
Project O

  
A/ Engineering O

PF No:

Job No: L-G2-9900/1789

Date: 2018-07-16

<b>NATIONAL DEFENCE</b>	<b>INDEX</b>	<b>SECTION 00 01 11</b>
<b>JOB NO.L-G2-9900/1789</b>		<b>PAGE 1</b>
<b>5 CDSB GAGETOWN, N.B.</b>		<b>2018-07-16</b>

<u>Section</u>	<u>Title</u>	<u>Pages</u>
<u>Division 00 - Procurement and Contracting Requirements</u>		
00 21 13	Instructions to Bidders	8
<u>Division 01 - General Requirements</u>		
01 35 30	Health and Safety Requirements	2
01 35 35	DND Fire Safety Requirements	3
01 35 43	Environmental Procedures	1
<u>Annexes</u>		
Annex A	Service and Frequency	7

**END OF SECTION**

## **1 GENERAL**

### **1.01 DESCRIPTION OF WORK**

- .1 The work under this Service Contract covers the furnishing of all labour, supervision, tools, equipment, cleaning materials, cleaning products, and product dispensers required to provide Janitorial Services for routine daily cleaning at Fredericton Armoury, Woodstock Armoury, Grand Falls Armoury and Edmundston Armoury as directed and specified herein.
- .2 Fredericton Armoury is located at 3 Carleton Street, Fredericton, NB.
- .3 Woodstock Armoury is located at 107 Chapel Street, Woodstock, NB.
- .4 Grand Falls Armoury is located at 576 Madawaska Road, Grand Falls, NB.
- .5 Edmundston Armoury is located at 145 Martin Street, Edmundston, NB.

### **1.02 DURATION OF CONTRACT**

- .1 This Service Contract will extend from 01 April 2019 to 31 March 2020 with an option to renew two-one year periods.

### **1.03 REFERENCES**

- .1 Canada Labour Code Part II.
- .2 The New Brunswick Occupational Health and Safety Act, 1991.
- .3 The Canadian Electrical Code, CSA C22.1-12.

### **1.04 QUALIFICATIONS**

- .1 The Contractor will be an established Janitorial Contracting Company with a minimum of (2) two years proven Commercial Janitorial Contracting Experience.

### **1.05 ENGINEER**

- .1 The Engineer, as defined and stated in this specification will be the Officer Commanding Real Property Operation Detachment (Gagetown) or a designated representative. The address of the Engineer is:
  - Contracts Office
  - Real Property Operations Det Gagetown
  - Building B18
  - 238 Champlain Avenue
  - P.O. Box 17000 Station Forces
  - Oromocto, NB E2V 4J5
  - Tel. (506) 422-2677
  - Fax. (506) 422-1248

#### 1.06 DOCUMENTS REQUIRED

- .1 Maintain at the job site, one copy each of the following:
  - .1 specifications;
  - .2 addenda; and
  - .3 up to date MSDS sheets.

#### 1.07 CONTRACTOR'S USE OF SITE

- .1 Use of site is limited to areas of work and storage.
- .2 The Contractor is to ensure their staff enter only areas assigned to them for routine janitorial service.
- .3 Do not unreasonably encumber the site with materials or equipment.

#### 1.08 POWER AND WATER

- .1 Electricity and hot water required by the Contractor for the execution of janitorial services will be provided by the Department without charge.
- .2 Connect equipment to existing power supply in accordance with Canadian Electrical Code, CSA C22.1-12.

#### 1.09 CODES AND STANDARDS

- .1 Perform work to and enforce safety measures in accordance with the Canadian Labour Code Part II and the New Brunswick Occupational Health and Safety Act.
- .2 Contractor must be registered with the WorkSafeNB.
- .3 Services will be performed in accordance with existing Federal, Provincial and Municipal Regulations and by-laws. The Contractor will be responsible for any charges imposed by such regulations and by-laws.
- .4 Comply with the requirements of Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage and disposal of hazardous materials; and labelling and provision of Material Safety Data Sheets acceptable to Human Resources and Skills Development Canada and Health Canada.
- .5 The Contractor undertakes and agrees to comply with all Standing Orders or other regulations in force on site where work is to be performed relating to the safety of persons on the site or the protection of property against loss or damage from any and all causes including fire.
- .6 Work to meet or exceed requirements of specified standards, codes and referenced documents. In event of conflict between any provisions of above authorities, the most stringent provision will apply.

#### 1.10 COORDINATION OF WORK

- .1 Work will be coordinated in a manner to disrupt the occupants as little as possible. The Contractor will arrange the work in co-ordination with the Engineer and the building occupants.

### **1.11 SITE SUPERVISION**

- .1 The Contractor is responsible, through adequate use of a non working supervisor, to ensure all cleaning is complete to the satisfaction of the Engineer and as specified in Annex A.

### **1.12 UNIFORM**

- .1 The Employee shall wear an industrial type shirt or other acceptable uniform. The uniform worn by the employee performing cleaning services must bear the companies name in a prominent location.

### **1.13 WORK NOT INCLUDED**

- .1 The following rooms, service areas, and items are excluded from this contract, unless specifically stated:
  - .1 Electrical and Communication rooms;
  - .2 Heating/ventilation utility rooms;
  - .3 Interior of trophy and display cases;
  - .4 Bar and storage areas of messes;
  - .5 Restricted areas and rooms;
  - .6 Office equipment and personal property of occupants; and
  - .7 Removal of books from bookcases.

### **1.14 WINDOW CLEANING**

- .1 Complete interior and exterior window cleaning will be carried out under a separate contract, however, all window glass, glass partitions and door glass are to be cleaned to a maximum reach, without the aid of step ladders. Note: Windows in the exterior walls of the building shall include the inner glass surface of the inner window only.

### **1.15 Materials**

- .1 All cleaning materials, cleaning products, and product dispensers required to maintain the Fredericton Armoury, Woodstock Armoury, Grand Falls Armoury and Edmundston Armoury will be supplied by Contractor.
- .2 Cleaning chemicals will be environmentally responsible products and must conform to Environmental Choice Standards (EcoLogo) or Green Seal standard.
- .3 The Contractor must provide to the Engineer a full list of the cleaning products, materials and product dispensers intended for use on this Service Contract. The list must include the corresponding MSDS (WHMIS) sheets and Technical Data Sheets for each product.
- .4 The Contractor must provide to the Engineer a full list of the paper products, garbage bags and soaps intended for use on this Service Contract. The list must include the corresponding MSDS (WHMIS) sheets and Technical Data Sheets for each product, as applicable.
- .5 The Contractor must provide to the Engineer a full list of the products dispensers intended for use on this Service Contract. The list must include the corresponding technical data sheet for each dispenser.

- .6 Product categories that will be accepted under the Environmental Choice (EcoLogo) Program are as follows:
  - .1 CCD-110 - Cleaning and Degreasing Compounds;
  - .2 CCD-146 - Hard Surface Cleaners;
  - .3 CCD-147 - Floor Care;
  - .4 CCD-148 - Carpet and Upholstery; and
  - .5 CCD-166 - Disinfectants and Cleaners.
- .7 Product categories that will be accepted under the Green Seal Program are as follows:
  - .1 GS-34 - Degreasers
  - .2 GC-37 - Cleaning Products for Industrial and Institutional use, and
  - .3 GS-40 - Floor care products for Industrial and Institutional use.
- .8 Chemical products must be ready to use (RTU).
- .9 Prohibited products:
  - .1 abrasive powder ie: Comet;
  - .2 paradichlorobenzene deodorant blocks; and
  - .3 products containing acids.
- .10 Toilet Paper dispenser will be: coreless jumbo roll tissue dispenser, single or double roll capacity.
- .11 Paper Towel dispenser will be: hand-lever or touchless towel dispenser.
- .12 Hand Soap dispenser will be: wall mounted, plastic molded, in a neutral colour, pump/manually activated or automatic dispenser.
- .13 Hand Sanitizer dispenser will be: wall mounted, plastic molded, in a neutral colour, pump/manually activated or automatic dispenser.
- .14 Coreless jumbo roll bathroom tissue will be: white, 2 ply, minimum 40% post consumer waste. Minimum 1000 ft per roll.
- .15 Paper towel will be: neutral, high capacity hard roll paper towel, 1 ply, minimum 40% post consumer waste. Minimum 600 ft per roll.
- .16 Hand Soap will be: liquid or foaming, fragrance free and dye free hand soap. Must meet Environmental Choice Program, Certification Criteria Document CCD-146 or Green Seal Standards GS-37. Must be ready to use with no dilution required.
- .17 Hand Sanitizer will be: antibacterial, fragrance free and dye free hand sanitizer. Must be ready to use with no dilution required.
- .18 Garbage/Recycle Bags will be:
  - .1 Small green garbage bags: Must be 1mm in thickness, 55.9cm (W) X 60.9cm (L) (22"X24");
  - .2 Medium green garbage bags: Must be 1.5mm thickness, or extra strong, and 66cm (W) X 91.4cm (L) (26"X36"); and
  - .3 Large green garbage bags: Must be 1.5mm thickness, or extra strong, and 88.9cm (W) X 127cm (L) (35"X50").
- .19 Urinal pucks and screen combination must be: Environmental Choice Program Certification Criteria Document CCD-165 or Green Seal Standards GS-37.
- .20 Wax Sanitary Bags must be able to fit existing holders.

- .21 The Contractor will be responsible to replenish all material and products consumed such as paper towel, toilet paper, hand soap, hand sanitizer, sani-bags, urinal pucks, and garbage/recycling bags on a daily or as required basis.
- .22 The Contractor will be responsible to supply and install new product dispensers at the site at the outset of this Contract to the satisfaction on the Engineer. Within (5) five working days from the start of this Service Contract the Contractor will remove all existing product dispensers and replace them with their own. All dispensers removed by the Contractor will be labelled and returned to the Engineer.
- .23 The Contractor is responsible for maintaining all product dispensers in good working order. Replacement of dispensers due to normal wear and tear will be the responsibility of the Contractor. Replacement of dispensers due to abuse will be the responsibility of DND. Broken dispensers will be replaced on an as required basis, subject to the approval of the Engineer.
- .24 All manufactured articles, materials, and equipment will be applied, installed and connected as specified by the manufacturer.
- .25 The weekly minimum amount of material required to properly replenish consumable products and to maintain each individual building shall be stored on site in the storage rooms in each individual building.
- .26 No substitutions or changes of Cleaning Products, Materials and Dispensers will be accepted, unless prior approval is obtained from the Engineer.

#### **1.16 MATERIAL STORAGE**

- .1 Store and maintain materials with labels intact and in original containers.
- .2 Storage shall be in those areas approved by the Engineer.
- .3 Maintain storage facility in a neat and tidy condition at all times.
- .4 Storage areas containing hazardous materials shall have entrance door markings as required by WHMIS.
- .5 Containers are to bear WHMIS labels as required.
- .6 MSDS Sheets for products used on this Service Contract must be in both official languages, placed in all storage areas and kept up to date by the Contractor.
- .7 Storage areas are to be locked when not in use. The Contractor is responsible for the security of his Equipment and Materials.
- .8 Storage space will be provided by the Department.

#### **1.17 EQUIPMENT REQUIRED**

- .1 The Contractor will supply cleaning equipment as listed in this paragraph.
- .2 The following equipment is considered minimum and will be held at each site at all times.
  - .1 Two mobile utility janitorial carts;

- .2 Two 25 litre bucket c/w 75mm casters and mop ringer;
- .3 One dry canister vacuum c/w adaptable power head hook-up. Maximum noise level (db) 60-70, and
- .4 One dual speed floor polisher 480mm @ 170-300 RPM.
- .3 In addition to the equipment listed above, a 500mm automatic floor scrubber will be supplied for floor cleaning at each site on a daily basis for the duration of this Contract. Note: The auto scrubber shall be self propelled powered by rechargeable sealed gel batteries and c/w appropriate brushes, pads and other features, as recommended by the manufacturer of the floor surface to be cleaned. Contractor shall present supporting data, that equipment is suitable when requested by the Engineer.
- .4 Quantities of brooms, mops, dusters and other devices, as deemed necessary by the Engineer shall be maintained to adequately support cleaning services, and are to be replaced when found defective, worn or unserviceable.
- .5 All equipment will be "new" or "like new" of industrial quality at the beginning of the contract and will be maintained in like-new condition for the duration of the contract.
- .6 All equipment will be maintained in a clean and sanitary condition.
- .7 All equipment will be inspected by the Engineer after the award of the Contract and on a continuing basis during the period of the contract.
- .8 Equipment fueled by propane or gasoline are not permitted inside DND buildings.
- .9 Any equipment found unacceptable by the Engineer, will be removed from the site and immediately replaced with a piece suitable to the Engineer.

#### **1.18 SERVICE AND FREQUENCY**

- .1 Annex A is a list of exterior and interior services and the minimum frequency required. Services listed are general and shall apply to all buildings.
- .2 Frequencies as indicated in Annex A are subject to change as directed by the Engineer. When frequency of work is indicated "as required", the Engineer will make the final decision as to when this service is required.
- .3 The Contractor, on award of the Service Contract, shall place the building in first class condition.

#### **1.19 QUANTITIES AND BASIS FOR PAYMENT**

- .1 The work performed under this Service Contract will be paid for on an hourly basis. The Contractor will accept the payment as full consideration for everything furnished and done by them in respect to the work.
- .2 The Contractor will submit prices for the following in accordance with the specification. Such prices will include supervision, expenses, tools, equipment, cleaning materials, cleaning products, and product dispensers, transportation (travel time to and from the contractors base of operation will be included in the rates provided) and profit.
  - .1 Hourly rate for a cleaning person to perform daily general cleaning duties for the work specified herein at the Fredericton Armoury.

- .2 Hourly rate for a cleaning person to perform daily general cleaning duties for the work specified herein at the Woodstock Armoury.
- .3 Hourly rate for a cleaning person to perform daily general cleaning duties for the work specified herein at the Grand Falls Armoury.
- .4 Hourly rate for a cleaning person to perform daily general cleaning duties for the work specified herein at the Edmundston Armoury.
- .3 The quantities described in para 1.19.2 may increase or decrease and are used only as a guide for tendering. The quantities are not guaranteed and the Contractor will have no claim for loss of anticipated profits as a result of these estimated quantities.
- .4 Time charged and contract price may be verified by Government Audit before or after payment is made under the terms of this Service Contract.
- .5 The Contractor will provide service during normal working hours on an eight (8) hour per day, five (5) days per week basis between the hours of 0730hrs to 1600hrs Monday to Friday inclusive.
- .6 The Contractor will advise the Engineer of the telephone number or location at which they or their representative may be contacted at all times.
- .7 The Contractor, upon receipt of a Service Contract, will be advised by the Engineer in writing of the names of persons authorized to request service. Work undertaken at the request of others, such as building occupants, will be entirely at the Contractor's risk with regard to payment.
- .8 The Contractor will submit one invoice monthly covering all charges. The invoice will identify the type of service provided, the total hours worked and the hourly rate. The Contractor's invoice shall reference the Contract, work order and requisition numbers. Each site included in this Contract will be identified as a different line item on the invoice.
- .9 The Contractor shall maintain daily time sheets for each employee for attendance verification. Time sheets shall:
  - .1 indicate the time the employee commenced and ceased work;
  - .2 be signed by the employee; and
  - .3 be considered the property of DND and remain at the work site orderly room at all times.
- .10 Copies of daily time sheets are to be submitted with each monthly invoice to verify conformity to hours of work.

## 1.20 STATUTORY HOLIDAYS

- .1 Statutory holidays are not included in days of work and will not be paid, unless otherwise stipulated. Statutory holidays are defined as:
  - .1 New Years Day;
  - .2 Family Day;
  - .3 Good Friday;
  - .4 Easter Monday;
  - .5 Victoria Day;
  - .6 Canada Day;
  - .7 New Brunswick Day;
  - .8 Labour Day;
  - .9 Thanksgiving;
  - .10 Remembrance Day;

- .11 Christmas Day; and
- .12 Boxing Day.

#### 1.21 SECURITY CLEARANCE

- .1 The Contractor shall maintain an up-to-date roster of all employees involved in this contract including managers, supervisors, operators and labourers. This roster must be made available to the Engineer upon request.
- .2 Security procedures require, that when requested by the Engineer, the Contractor will provide to the Engineer at no cost to DND, a copy of a Canadian Police Certificate for Employment for each employee who will work on this Service Contract.

END OF SECTION

## **1 GENERAL**

### **1.01 REFERENCES**

- .1 Canada Labour Code, Part II, Canada Occupational Safety and Health Regulations.
- .2 Province of New Brunswick Occupational Health and Safety Act, 1991.
- .3 National Building Code of Canada, (Latest Edition).

### **1.02 REGULATORY REQUIREMENTS**

- .1 Do work in accordance with the safety measures of the National Building Code of Canada (Latest Edition), the Canada Labour Code Part II, the New Brunswick Occupational Health and Safety Act and WorkSafeNB provided that in any case of conflict or discrepancy the more stringent requirements shall apply.

### **1.03 RESPONSIBILITY**

- .1 Contractor is responsible for the health and safety of all persons on site. Contractor is also responsible for the protection of property, persons and the environment on or adjacent to the site in so far as the work may affect these.
- .2 Contractor and all contractor's employees are to comply with all safety requirements specified in the Contract Documents as well as all applicable federal, provincial and local statutes, regulations, ordinances and with Contractor's site-specific Health and Safety Plan.
- .3 As outlined in the Canada Labour Code Part II, the Contractor is responsible to provide a site-specific Health and Safety Plan that includes a Confined Space Entry Procedure in the event that work is deemed by the Engineer to be in a confined space. Work is not to begin until this Health and Safety Plan is submitted and approved by the Engineer.
- .4 Real Property Operations Detachment (Gagetown) employs a Lock Out/Tag Out program to prevent work related injuries due to electrical or mechanical systems being energized while personnel are working in or around these systems. The Contractor must respect these locks and tags when encountered. Do not forcibly remove these locks and/or tags at any time. If the Contractor requires that these be removed to perform work, a request is to be made to the Engineer for such removal.
- .5 As per the Canada Labour Code Part II, it is the Contractor's responsibility to employ their own Lock Out/Tag Out program to ensure that equipment is not energized by other personnel while they are working in or around equipment.
- .6 It is the Contractor's responsibility to ensure that all their employees are provided all Personal Protective Equipment (PPE) necessary to perform all work.

#### **1.04 UNFORESEEN HAZARDS**

- .1 Should any unforeseen or peculiar safety-related factor, hazard, or condition become evident during performance of work, the Contractor must have procedures in place to facilitate the Employee's Right to Refuse Work in accordance with Acts and Regulations of New Brunswick. The Contractor is to advise the Engineer verbally and in writing of any employee who exercises this right.

#### **1.05 CORRECTION OF NON-COMPLIANCE**

- .1 Immediately address health and safety non-compliance issues identified by authority having jurisdiction or by Engineer.
- .2 Provide Engineer with written report of action taken to correct non-compliance of health and safety issues identified.
- .3 Engineer may stop work if non-compliance of health and safety regulations is not corrected.

#### **1.06 WORK STOPPAGE**

- .1 Give precedence to safety and health of public and site personnel and protection of environment over cost and schedule considerations for work.

**END OF SECTION**

**One GENERAL**

**1.01 REPORTING FIRES**

- .1 Know location of nearest fire alarm box and telephone, including emergency phone number.
- .2 Report immediately all fire incidents to Fire Department as follows:
  - .1 telephone 911.
- .3 When reporting fire by telephone, give location of fire, name or number of building and be prepared to verify the location.

**1.02 INTERIOR AND EXTERIOR FIRE PROTECTION AND ALARM SYSTEMS**

- .1 Fire protection and alarm system will not be:
  - .1 obstructed;
  - .2 shut-off; and
  - .3 left inactive at end of working day or shift without authorization from Fire Chief.
- .2 Fire hydrants, standpipes and hose systems will not be used for other than fire-fighting purposes unless authorized by Fire Chief.

**1.03 FIRE EXTINGUISHERS**

- .1 Supply fire extinguishers, as scaled by Fire Chief, necessary to protect work in progress and contractor's physical plant on site.

**1.04 BLOCKAGE OF ROADWAYS**

- .1 Advise Fire Chief of any work that would impede fire apparatus response. This includes violation of minimum overhead clearance, as prescribed by Fire Chief, erecting of barricades and digging of trenches.

**1.05 SMOKING PRECAUTIONS**

- .1 Observe smoking regulations at all times.

**1.06 RUBBISH AND WASTE MATERIALS**

- .1 Rubbish and waste materials are to be kept to a minimum.
- .2 Burning of rubbish is prohibited.
- .3 Removal:
  - .1 Remove all rubbish from work site at end of work day or shift or as directed.
- .4 Storage:
  - .1 Store oily waste in approved receptacles to ensure maximum cleanliness and safety.
  - .2 Deposit greasy or oily rags and materials subject to spontaneous

combustion in approved receptacles and remove.

#### 1.07 FLAMMABLE AND COMBUSTIBLE LIQUIDS

- .1 Handling, storage and use of flammable and combustible liquids are to be governed by the current National Fire Code of Canada.
- .2 Flammable and combustible liquids such as gasoline, kerosene and naphtha will be kept for ready use in quantities not exceeding 45 litres provided they are stored in approved safety cans bearing Underwriters' Laboratory of Canada or Factory Mutual seal of approval. Storage of quantities of flammable and combustible liquids exceeding 45 litres for work purposes requires permission of Fire Chief.
- .3 Transfer of flammable and combustible liquids is prohibited within buildings or jetties.
- .4 Transfer of flammable and combustible liquids will not be carried out in vicinity of open flames or any type of heat-producing devices.
- .5 Flammable liquids having a flash point below 38° C such as naphtha or gasoline will not be used as solvents or cleaning agents.
- .6 Flammable and combustible waste liquids, for disposal, will be stored in approved containers located in a safe ventilated area. Quantities are to be kept to a minimum and Fire Department is to be notified when disposal is required.

#### 1.08 HAZARDOUS SUBSTANCES

- .1 Work entailing use of toxic or hazardous materials, chemicals and/or explosives, or otherwise creating hazard to life, safety or health, will be in accordance with National Fire Code of Canada.
- .2 Obtain from Fire Chief a "Hot Work" permit for work involving welding, burning or use of blow torches and salamanders, in buildings or facilities.
- .3 When Work is carried out in dangerous or hazardous areas involving use of heat, provide fire watchers equipped with sufficient fire extinguishers. Determination of dangerous or hazardous areas along with level of protection necessary for Fire Watch is at discretion of the Fire Chief. Contractors are responsible for providing fire watch service for work on a scale established and in conjunction with Fire Chief at pre-work conference.
- .4 Where flammable liquids, such as lacquers or urethanes are to be used, proper ventilation will be assured and all sources of ignition are to be eliminated. Fire Chief is to be informed prior to and at cessation of such work.

#### 1.09 QUESTIONS AND/OR CLARIFICATION

- .1 Direct any questions or clarification on Fire Safety in addition to above requirements to Fire Chief through the Engineer.

#### 1.10 FIRE INSPECTION

- .1 Site inspections by Fire Chief will be coordinated through Engineer.

- .2 Allow Fire Chief unrestricted access to work site.
- .3 Co-operate with Fire Chief during routine fire safety inspection of work site.
- .4 Immediately remedy all unsafe fire situations observed by Fire Chief.

**END OF SECTION**

## **1 GENERAL**

### **1.01 GENERAL**

- .1 Contractor will take all reasonable steps to ensure that they and their employees have complied with all pertinent legislation and have protected the environment.

### **1.02 FIRES**

- .1 Fires and burning of rubbish on site not permitted.

### **1.03 DISPOSAL OF WASTES**

- .1 Do not bury rubbish and waste materials on site unless approved by Engineer.
- .2 Do not dispose of waste or volatile materials, such as mineral spirits, oil or paint thinner into waterways, storm or sanitary sewers.

### **1.04 SPILL PROTECTION**

- .1 The Contractor must have adequate clean up materials for any potential hazardous materials used in the completion of the work (ie. Foams, fuels, oils, lubricants, etc).

**END OF SECTION**

Serial	Interior and Exterior Service Required	Frequency									
		As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
1.	<b><u>General</u></b>										
	a. Emergency cleaning;	X									
	b. Dust notice boards;					X					
	c. Dust and wipe high ledges, tops of cabinets, partitions, doors, exposed pipes, etc.;					X					
	d. Hose cabinets, display areas: (1) spot clean; (2) wash and polish;			X			X				
	e. Radiators: (1) dust and damp wipe; (2) wash;					X		X			
	f. Ceiling air diffusers, air intake grills: (1) vacuum; (2) wash;						X			X	
	g. Door grill: (1) vacuum; (2) wash;					X				X	
	h. Water Dispensers: (1) wash; (2) disinfect;			X X							
	i. Blinds: (1) Vacuum; (2) Wash;						X				X
	j. Pictures, murals, clocks - clean;					X					
	k. Counters - clean;			X							
	l. Waste paper baskets & containers (other than washrooms): (1) Emptied; (2) dusted and washed;			X				X			

Serial	Interior and Exterior Service Required	Frequency									
		As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
	m. Dry garbage to be removed from building and placed in litter bins outside building;			X							
	n. Wash windows and glass partitions; and	X				X					
	o. Wash Mirrors.	X				X					
2.	<b><u>Entrances, Lobbies, Vestibules &amp; Foyers</u></b>										
	a. Floors: (1) Sweep; (2) Wash; (3) Spray buff; (4) Removal of salt, sand and water; (5) Strip, seal and wax;	X		X X X		X					X
	b. Walls: (1) Spot clean; (2) Wash;	X							X		
	c. Foot grills and recessed pans - clean and vacuum;	X				X					
	d. Mats: (1) Vacuum; (2) Clean;	X		X		X					
	e. Glass doors and side glass (inside and out): (1) Spot clean; (2) Wash and polish;			X	X						
	f. Door frames - clean, and			X							
	g. Areas to be policed and kept free of litter, salt, sand and water.			X							
3.	<b><u>Stairs and Stairwell</u></b>										
	a. Sweep;			X							

		Frequency									
Serial	Interior and Exterior Service Required	As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
	b. Wash, and			X							
	c. Handrails - wash.			X							
4.	<b><u>Offices</u></b>										
	a. Carpets and Rugs: (1) spot clean; (2) spot vacuum; (3) thorough vacuum;	X X			X						
	b. Walls: (1) dust; (2) spot clean; (3) wash;				X X					X	
	c. Floors: (1) dust and sweep; (2) wash and spray buff; (3) spot removal; (4) vacuum; (5) strip, seal and wax;				X X X	X					X
	d. Furniture: (1) vertical dust; (2) horizontal dust; (3) wash; (4) polish; (5) vacuum;	X X X			X X						
	e. Bookcases: (1) dust exposed areas; (2) dust exposed ends of books; (3) clean and polish glass doors;				X X X						
	f. Waste paper baskets: (1) Emptied, and (2) dusted and washed.			X			X				

Serial	Interior and Exterior Service Required	Frequency									
		As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
5.	<b><u>Washrooms (ALL Buildings), Toilet Rooms, Showers</u></b>										
	a. Floors (including shower areas) scrubbed and disinfected;	X		X							
	b. Toilet seats, bowls, urinals, wash basins to be cleaned and disinfected;	X		X							
	c. Body contact points such as water taps, receptacles, dispensers, door plates, toilet seats and flush valves, etc. to be disinfected;	X		X							
	d. Dust and clean flush tanks, dispensers, receptacles, mirrors, shelves and exposed piping;			X							
	e. Empty, wash, disinfect sani-cans and replace bags;			X							
	f. Damp wash toilet partitions;			X							
	g. Wash and disinfect walls, floor drains and floor drain covers;			X							
	h. Remove waste paper;			X							
	i. De-scale toilet bowls and urinals;			X							
	j. Soap dispensers, shower dispensers, toilet paper, sani-bags, paper towel, and urinal drip system dispensers to be replenished;	X									
	k. Refuse receptacles to be washed and disinfected, and			X							
	l. Shower stall walls and floors scrubbed and disinfected.			X							

Serial	Interior and Exterior Service Required	Frequency									
		As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
6.	<b><u>Corridors and Halls</u></b>  a. Floors: (1) sweep/dry mop; (2) wash and spray buff; (3) spot removal; and (4) strip, seal and wax.	X X X		X X X							X
	b. Carpets: (1) thorough vacuum; (2) spot clean;	X		X							
	c. Walls: (1) spot clean, and (2) wash.	X							X		
7.	<b><u>Locker and Dressing Rooms</u></b>  a. Floors: (1) Sweep; (2) Wash and spray buff; (3) Spot clean; (4) Strip, seal and wax;	X X X		X X X							X
	b. Walls: (1) spot clean; (2) dust, and (3) wash.	X						X		X	
8.	<b><u>Lunchrooms, Kitchenettes and Lounges</u></b>  a. Floors: (1) sweep; (2) wash and spray buff; (3) spot clean; (4) strip, seal and wax;	X X X		X X X							X

		Frequency									
Serial	Interior and Exterior Service Required	As Req'd	Twice/Day	Daily	Twice/Wk	Weekly	Twice/Mth	Monthly	3 Months	6 Months	Annually
	b. Walls: (1) spot clean; (2) wash;	X							X		
	c. Counters: (1) damp wipe and disinfect;			X							
	d. Sinks and faucets: (1) clean and disinfect;			X							
	e. Ranges and refrigerators: (1) damp wipe exterior surfaces; (2) clean under and behind; (3) clean interiors of refrigerators when empty when requested, and (4) clean interiors of ranges.	X X			X			X			
9.	<b><u>Training and Lecture Rooms</u></b>										
	a. Floors: (1) sweep; (2) wash and buff; (3) spot clean; (4) strip, seal and wax;	X X X		X X X							X
	b. Carpets and Rugs: (1) spot clean; (2) spot vacuum; (3) thorough vacuum;	X			X	X					
	c. Walls: (1) spot clean; (2) dust; (3) wash;	X			X	X					

[illegible]

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W6898-190296/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE « D »**

### **LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6898-190296

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction, Army	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail  Janitorial Services Fredericton Armoury, Woodstock Armoury, Grand Falls Armoury and Edmundston Armoury			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6898-190296

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes  
Non Oui



**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ		NATO					COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET
				CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET	NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C	CONFIDENTIEL		TRÈS SECRET
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

W6898-190296

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

**13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Francis Logue

Title - Titre

Contracts Officer

Signature

Telephone No. - N° de téléphone  
(506) 422-2000 Ext 2677

Facsimile No. - N° de télécopieur  
(506) 422-1248

E-mail address - Adresse courriel  
Francis.Logue@forces.gc.ca

Date  
OCT 02 2018

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Sasa Medjovic - DDSO Industrial Security  
Senior Security Analyst

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date  
2018 Oct 17

**15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?**

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No ☒ Yes  
Non Oui

**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Vikenti Gorokhovski  
Contract Security Officer, Contract Security Division  
vikenti.gorokhovski@tpsrc-pwresc.gc.ca

Gorokhovski, Vikenti

Digitally signed by  
Gorokhovski, Vikenti

Telephone No. - N° de téléphone  
Tel/Tél 613-957-9337

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date: 2018.10.29  
15:15:49 -04'00'

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W6898-190296/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W6898-190296

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
STJ-8-41072

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## **ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwb020  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME